

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

16 octobre 2021

PLFSS POUR 2022 - (N° 4523)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 1729

présenté par

Mme Fiat, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, M. Lachaud, M. Larive,  
M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon,  
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

-----

**ARTICLE 38**

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« *I bis.* – À la première phrase du troisième alinéa du I de l'article L. 165-2 du même code, après le mot : « principalement », sont insérés les mots : « d'informations concernant la provenance et le coût des principes actifs et matières premières du produit de santé concerné ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

En 2014, de nouveaux médicaments utilisés contre l'hépatite C arrivaient sur le marché français à une échelle de prix inédite. Plus récemment, un médicament utilisé contre l'atrophie musculaire spinale était délivré dans le cadre d'autorisation temporaire d'utilisation (ATU) pour 2 millions d'euros le traitement. Il est bien évident que la dynamique d'explosion du prix des innovations thérapeutiques n'est pas tenable pour notre système de santé.

C'est pourquoi, la mise en place de la transparence représente une urgence absolue. Cet amendement propose d'améliorer la transparence sur les prix du médicament en clarifiant certains termes de la loi. Le Comité économique des produits de santé est chargé de lutter contre le « surcoût non justifié pour l'Assurance Maladie » d'un médicament.

Comment ce « surcoût » est-il défini ? Il est impossible d'estimer ce surcoût sans avoir à disposition des informations telles que les informations sur la provenance des principes actifs, leur prix d'achat. Informations que nous demandons par cet amendement et qui devront être analysées en regard d'autres estimations de chercheurs indépendants sur les coûts réels de production de certains produits de santé.

C'est l'objet de cet amendement écrit sur la base des travaux de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament.